

GENEVA 2000

# Mains visibles

Assumer la responsabilité du développement social

Vue d'ensemble  
Juin 2000



RAPPORT DE L'UNRISD

# Mains visibles

Assumer la responsabilité du développement social

Un rapport de l'UNRISD pour Geneva 2000

Vue d'ensemble

---

Juin 2000

# MAINS VISIBLES

## ASSUMER LA RESPONSABILITÉ DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

### CHAPITRE 1 – Une mondialisation à masque humain

**Du développement à l'ajustement**  
**Le Sommet social**  
**Mondialisation et croissance économique**  
**Des tendances défavorables en matière d'emploi**  
**Pauvreté et inégalité**  
**Causes de l'échec**  
**Regards nouveaux sur la croissance et le développement social**  
**Une mondialisation à masque humain**

### CHAPITRE 2 – Qui paie? Le financement du développement social

**L'allègement de la dette pour les pays les plus pauvres**  
**L'allègement de la dette pour les pays à revenu intermédiaire**  
**Un nouveau départ pour la dette**  
**L'aide au développement**  
**Réforme fiscale**  
**Réforme des pensions**  
**La mobilisation des ressources à la base**  
**Bilan**

### CHAPITRE 3 – Fragiles démocraties

**Le dilemme du gouvernement**  
**Transitions incomplètes**  
**Le progrès des partis politiques**  
**Système présidentiel ou parlementaire?**  
**La démocratie, moyen ou fin?**  
**L'option démocratique**  
**La montée des technocrates**  
**Ethnicité et démocratisation**  
**Systèmes électoraux et diversité ethnique**  
**Le processus démocratique**

### CHAPITRE 4 – Une nouvelle mission pour le secteur public

**Les Etats contraints à la réforme**  
**Stabilité budgétaire**  
**Un rigoureux management**  
**Les résultats de la réforme**  
**Renforcement des capacités**  
**L'avenir de la réforme du secteur public**

### CHAPITRE 5 – Les entreprises appelées à rendre des comptes

**De l'affrontement au partenariat**  
**Motivation des entreprises**  
**Des progrès très ponctuels**  
**D'autres options que l'affrontement**  
**Tendance à l'assouplissement**

### CHAPITRE 6 – Sociétés civiles

**Société civile et prestation de services**  
**Précaires partenariats**  
**Partenariats entre OSC et autorités locales**  
**Société civile et sensibilisation sur la scène internationale**  
**Intelligence, énergie et droits**

### CHAPITRE 7 – Le droit au développement pour les femmes

**Les femmes dans la démocratisation**  
**Réalisation des droits des femmes**  
**Les droits en matière de santé génésique**  
**Les droits des femmes en matière d'éducation**  
**Les droits économiques des femmes**  
**Une contre-alliance pour les femmes**

### CHAPITRE 8 – Pour un développement durable

**Des villes vivables**  
**Une agriculture viable**  
**Des réserves d'eau durables**  
**Conservation des forêts**  
**Des réalités tenaces**  
**Continuité ou changement?**

**Photographies:** Eric Draper, Associated Press AP; Efrem Lukatsky, Associated Press AP; Associated Press AP; Eurokinissi, Associated Press AP; John McConico, Associated Press AP; M. Cassetta, Associated Press AP; Rhodri Jones, Panos Pictures; Mark Edwards, Still Pictures

**Traduction de l'anglais:** Martine Cullot

Printed in Switzerland  
GE.00-03356–October 2000–3,000  
UNRISD/VHS-F/00/1

ISBN 92-9085-034-5



---

# Vue d'ensemble

## Une mondialisation à masque humain

Lorsque le Sommet social se tient à Copenhague en 1995, les fervents de la liberté de marché promettent le progrès pour tous. Mais les dégâts causés par les politiques néolibérales suscitent un mécontentement général. La pauvreté et le chômage progressent rapidement dans les pays endettés du tiers monde. Après l'effondrement de l'Union soviétique, la grande majorité des habitants de ces pays subissent de plein fouet les rigueurs du marché sans bénéficier d'une protection sociale suffisante. L'Etat providence est menacé dans les pays de l'OCDE où les travailleurs n'ont pas connu de tels niveaux d'incertitude depuis des décennies.

De nombreux participants au Sommet réclament le changement: un élargissement sensible des débouchés économiques, la création d'emplois et de meilleurs emplois, une répartition plus équitable des revenus, une plus grande égalité entre hommes et femmes et moins d'exclusion. Un chœur de contestataires bien informés exige aussi une réforme de la politique économique, qui réduise l'instabilité paralysante des marchés mondiaux et permette une forte expansion économique.

Au cours des cinq années qui s'écoulent après Copenhague, les événements confirment l'inaptitude du modèle macro-économique dominant à relever ces défis. La croissance du PIB mondial est relativement faible, accompagnée d'une croissance exceptionnellement élevée ou basse dans certains pays ou régions. Cette évolution va de pair avec une chute des salaires réels et une dégradation des conditions de travail pour un grand nombre de gens.

L'instabilité du système financier mondial s'aggrave. La débâcle de l'économie mexicaine, provoquée par une hémorragie des capitaux fin 1994, est suivie en 1997 d'une crise économique encore plus étendue dans certains pays de l'Asie de l'Est et du Sud-Est. Les statistiques macro-économiques portent à

croire que ces pays ont repris rapidement le dessus mais des millions de leurs habitants ne s'en sont pas remis.

## CHÔMAGE ET PAUVRETÉ

Ce sont les emplois qui ont le plus directement souffert de la crise. Les taux de chômage ont doublé dans les pays d'Asie où la dépression de 1997-98 a été la plus grave. En Amérique latine, le chômage a atteint en 1998 son niveau le plus élevé depuis 15 ans. Même ceux qui parviennent à trouver du travail sont souvent obligés d'accepter des emplois temporaires ou à temps partiel. Ou ils vont grossir le secteur informel qui, en Afrique subsaharienne par exemple, représente déjà les deux tiers des emplois au moins.

Les salaires sur le marché actuel du travail sont généralement bas. Dans la plupart des pays, la concurrence étant rude à l'engagement, les travailleurs n'ont guère la possibilité de négocier. Dans les régions qui se débattent pour sortir d'un long marasme économique et de l'endettement, leur rémunération est souvent insuffisante. Dans une grande partie de l'Amérique latine et de l'Afrique, les salaires réels tendent à revenir à des niveaux considérés comme normaux il y a 20 ans. Même en Chine, qui a connu une croissance sans précédent au cours des deux dernières décennies, la restructuration ne va pas sans souffrances. Des millions de travailleurs d'entreprises d'Etat et d'entreprises collectives sont mis en congé à la moitié de leur ancien salaire ou à un tarif plus bas encore.

L'incapacité de créer suffisamment d'emplois a ruiné les chances de voir reculer la pauvreté. Le nombre des personnes touchées par la pauvreté des revenus a baissé vers 1995 puis a recommencé à augmenter dans presque toutes les régions. Ce n'est pas parce que le monde s'est globalement appauvri mais parce que les fruits de la croissance sont très inégalement répartis. Les inégalités se sont creusées de manière frappante depuis dix ans.

## CAUSES DE L'ÉCHEC

La foi en la capacité de marchés déréglementés d'offrir les meilleures conditions possibles au développement humain a été trop loin. Poussé par cette confiance excessive dans la "main invisible" du marché, le monde se rapproche de plus en plus de niveaux intolérables d'égalités et de privations. Il faut trouver un nouvel équilibre entre intérêts publics et privés.

Des marchés performants, fonctionnant de manière à être générateurs de bien-être, ont besoin de l'apport d'un secteur public bien géré. Ils ont besoin d'une population saine, instruite et bien informée et de cette stabilité sociale qui vient du contrôle démocratique et d'un niveau acceptable de sécurité sociale.

En fait, plus une économie de marché est ouverte, plus elle est vulnérable aux lois du marché mondial et plus important est le rôle que les gouvernements nationaux doivent jouer en politique sociale. Cependant, une grande partie du programme néo-libéral va directement à l'encontre de ce constat. Depuis des décennies, l'orthodoxie dominante a conseillé à l'Etat de se démettre de certaines de ses fonctions. Et depuis des décennies, les gouvernements, incapables de résister aux pressions internationales, ont abandonné des éléments essentiels du système public de protection sociale.

## LA RÉACTION DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

Devant les failles évidentes du modèle de développement actuel, la communauté internationale s'est mise à bouger dans diverses directions. Aucune orientation ne se dégage nettement pour l'instant. En fait, même au sein d'une seule et même institution, il n'est pas rare de trouver des initiatives qui se contredisent de sorte que ce que l'on a gagné en suivant une nouvelle démarche, on le perd ensuite en essayant une autre.

Le regain d'attention accordée à l'atténuation de la pauvreté est peut-être la nouveauté la plus visible des dernières années. Bien que cet objectif soit d'une importance vitale, la plupart des institutions et des



gouvernements abordent en technocrates ce problème social d'une grande complexité. Leur démarche est strictement corrective et trop facilement associée à une atteinte au principe de services publics destinés à tous les citoyens. La mise en place d'une double structure de services sociaux, l'une pour les pauvres, financée par l'Etat, et l'autre pour le reste de la population, fournie par le secteur privé, n'est bonne ni pour l'intégration sociale ni pour la qualité des services publics.

D'autres menaces pèsent sur les services publics. L'accord multilatéral sur les investissements qui n'a jamais vu le jour et les débats au sein de l'OMC tendent à convertir les services publics essentiels en marchandises, soumises au même appel d'offres concurrentes que n'importe quel élément de la catégorie générale du "commerce des services".

Pour contrebalancer l'incursion des lois du marché dans des domaines essentiels à la sécurité et à la stabilité sociales, l'établissement de normes sociales mondiales retrouve depuis cinq ans une certaine faveur. Liée à des sanctions commerciales, cette activité normative s'est révélée extrêmement controversée. Mais comme plus la mondialisation progresse, plus on a besoin de normes sociales communes, il faut trouver un moyen de sortir de l'impasse.

## DE NOUVELLES ARCHITECTURES ?

Au moment où le caractère social et politique du marché s'impose à un nombre croissant d'intellectuels et de spécialistes, on voit s'esquisser un retour aux approches intégrées du développement qui étaient en vogue dans les années 60 et 70. Le cadre de développement intégré de la Banque mondiale,

par exemple, essaie de traiter de problèmes structurels et sociaux en même temps que d'aspects de la macro-économie et de la finance.

De même, il est souvent question de créer un nouveau cadre institutionnel au niveau international, un nouveau contexte propre à stimuler une croissance générale et à réduire l'instabilité et le risque qui ont atteint un degré intolérable dans l'économie mondiale. Si utile soit-il, ce débat reflète surtout le désir d'assurer la stabilité du système. Aucun mouvement en direction d'autres modèles de développement n'est perceptible.

De plus, le silence le plus complet règne sur la façon de procéder pour créer l'architecture du développement social nécessaire à la concrétisation de la vision qui est au centre du Sommet social. Il doit y avoir place dans cette démarche pour des approches qualitativement nouvelles de la croissance, basées sur une conception nouvelle du rôle vital que jouent la santé, l'instruction et la sécurité dans la création des conditions du progrès économique. Pourtant, la politique sociale aujourd'hui reste dans une large mesure détachée de l'économie ou passe pour un accessoire destiné à remédier aux effets nocifs d'un développement économique mal conçu. Tant que cela ne changera pas, il est peu probable que la "société pour tous" envisagée par les signataires de la Déclaration de Copenhague soit à notre portée.

### **Qui paie? Le financement du développement social**

Jamais l'humanité n'a produit autant de richesses qu'au cours des décennies passées. Mais la proportion servant à financer le développement social est beaucoup trop infime. En fait, si le niveau des dépenses sociales s'est maintenu dans les pays industrialisés avancés, il s'est affaïssé dans bien des pays très endettés et dans la Communauté des États indépendants.

### **ALLÈGEMENT DE LA DETTE**

Les gouvernements de nombreux pays pauvres versent plus en intérêts à leurs créanciers étrangers qu'ils n'allouent aux services sociaux essentiels.

Aussi est-il impératif de régler la crise de la dette qui perdure depuis si longtemps. L'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), prise par le FMI et la Banque mondiale en 1996, semblait prometteuse à plus d'un titre. Mais en l'occurrence, elle n'a guère donné de résultats. Sous la pression de coalitions internationales, notamment de Jubilé 2000, le Groupe des sept pays industrialisés a encouragé de nouvelles annulations de dettes en 1999, mais elles se sont révélées décevantes elles aussi. Les mesures les plus efficaces ont été prises par des pays isolés, dont certains ont annoncé le projet d'annuler intégralement la dette bilatérale des pays les plus pauvres.

La dette des pays pauvres très endettés ne représente que le dixième environ de la dette totale du tiers monde. Les 90 autres pour cent sont dus par des pays moins pauvres ou à revenu intermédiaire où la crise de la dette des années 90 s'est muée en un long assujettissement aux marchés internationaux des obligations. Cette nouvelle servitude pour dettes a de graves conséquences sur le contrôle démocratique de la politique sociale. Insinuer seulement que la dette restreint les dépenses sociales ou que la politique sociale ou économique doit changer, c'est envoyer un signal d'avertissement aux investisseurs à travers le monde. Ce simple constat fait baisser la cote des obligations, monter les taux d'intérêt que les gouvernements doivent payer aux détenteurs d'obligations et peut éventuellement accélérer la fuite des capitaux.



Avec la pauvreté qui s'incruste et les risques de nouvelles crises, il est urgent non seulement de se pencher sur les problèmes immédiats que pose la dette mais aussi d'aborder les emprunts futurs dans une optique nouvelle. Il faut de nouvelles institutions pour gérer la dette et prévoir, entre autres possibilités, la cessation de paiements d'Etats souverains. La volonté de plus en plus nette de discuter de cette question est l'une des évolutions les plus positives des dernières années.

En même temps, il est important d'affronter les difficiles questions posées par la conditionnalité. Les conditions d'un possible allègement de la dette sont devenues complexes vers la fin des années 90. Les emprunteurs doivent non seulement procéder à des réformes de marché mais aussi se servir des crédits dégagés par l'allègement pour réduire la pauvreté. Cette condition, bien que compréhensible, a peu de chances de donner des résultats. Il est sans doute plus utile d'insister simplement pour que chaque gouvernement débiteur prenne ses décisions budgétaires dans la transparence et de manière démocratique.

#### AIDE AU DÉVELOPPEMENT

L'allègement de la dette ne suffit pas à renflouer les économies des pays les plus pauvres. Pour ce faire, il faut aussi une augmentation de l'aide au développement. Bien que la promesse en ait été faite à Copenhague, elle n'a pas été tenue. En 1998, l'aide au développement avait baissé à 0,23 du PNB des pays donateurs.

Cette baisse vient en partie de la "lassitude des donateurs", découragés par l'inefficacité et la corruption des pays bénéficiaires. Mais les problèmes liés à l'aide ne sont pas entièrement dus à la faiblesse des institutions du tiers monde. Ces dernières années, le climat économique général est tellement hostile à l'aide au développement qu'il ne faut guère s'étonner de son peu de succès. Non seulement l'aide a été absorbée en grande partie par le remboursement de la dette mais elle a encore servi à financer des réformes politiques qui, engagées à la demande des donateurs, n'ont remporté qu'un piètre succès.

De plus en plus conscients des écueils de la conditionnalité, certains donateurs sont en train de changer de tactique. Au lieu d'être sélectifs à l'intérieur d'un même pays, en indiquant les zones d'action prioritaires, ils opèrent un choix entre les pays. Ils choisissent des partenaires qui se distinguent par leur bonne gouvernance et par les réformes économiques auxquelles ils ont procédé et qui les autorisent à contrôler de près l'emploi des fonds. D'où une réduction progressive du nombre des pays recevant une aide bilatérale.

On peut éviter les dilemmes posés par l'aide extérieure en la remplaçant, tout simplement, peut-être par un nouveau fonds international de développement qui effectuerait des transferts automatiques des pays riches aux pays pauvres. Des propositions de ce type qui, au lieu d'associer l'éradication de la pauvreté à des dons discrétionnaires, la considèrent sous l'angle des droits de l'homme, vont souvent de pair avec l'idée d'une nouvelle fiscalité internationale.

#### LA NÉCESSITÉ D'UNE RÉFORME FISCALE

Même s'ils étaient moins endettés et recevaient plus d'aide, les pays en développement soucieux de répondre aux besoins sociaux les plus urgents de leur population devraient recourir à la fiscalité pour dégager plus de ressources au niveau national. Mais leur base d'imposition, déjà précaire, a encore été affaiblie par les réformes récentes engagées pour faire triompher la liberté de marché. Une grande partie des recettes publiques vient de l'imposition du commerce, source qui diminue brusquement avec la chute des droits de douane. Un autre problème auquel doivent faire face tous les pays est la perspective d'une concurrence en matière de fiscalité. Les gouvernements craignent d'imposer les entreprises étrangères ou même nationales, qui pourraient se délocaliser. De plus, le nombre des contribuables diminue avec l'expansion du secteur informel.

Presque partout, on a eu tendance à compenser les déficits de plus en plus importants par une hausse des impôts à la consommation, et en particulier de la taxe à la valeur ajoutée. C'est effectivement un moyen de créer des recettes mais un moyen essen-

tiellement régressif puisqu'elles sont prélevées dans une large mesure sur les revenus des pauvres.

Il existe des options plus progressistes. L'une d'elles consisterait à supprimer les avantages fiscaux dont bénéficient les comptes extraterritoriaux. Dans une de ses études, le FMI a calculé que si ces dépôts, d'une valeur de 8.000 milliards de dollars, rapportaient environ 5 pour cent par an et étaient taxés à 40 pour cent, ils généreraient quelque 160 milliards de dollars par an, près du double de ce dont auraient besoin l'ensemble des pays pour garantir des services sociaux de base.

En dernière analyse, seule une action internationale coordonnée peut protéger la base des recettes publiques. Avec les nouvelles technologies de l'information et la libéralisation financière, les options qui s'offrent aux particuliers et aux entreprises de déplacer leurs fonds dans le monde de manière à échapper au fisc, sont de plus en plus sophistiquées. Cette menace étant très généralement perçue, les actions destinées à lutter contre cette évasion fiscale transfrontières se multiplient. Les propositions visant à créer une administration fiscale mondiale retiennent aussi l'attention.

### **RÉFORME DES PENSIONS**

Dans le monde entier, la diminution des ressources publiques, alliée au vieillissement de la population, met sous pression les régimes de pension. Les pays industrialisés avancés ont procédé à une refonte de leurs régimes publics de pension sans les abandonner. Mais nombre de pays en développement ont été encouragés par la Banque mondiale et le FMI à tenter une privatisation radicale des programmes de pension.

Les bases à la fois théoriques et pratiques de cette expérience ont été contestées. Fin 1999, la Banque mondiale elle-même s'est livrée à une critique très fouillée des arguments économiques et actuariels invoqués pour justifier la privatisation. L'évaluation récente de l'expérience chilienne porte à conclure qu'elle donne de piètres résultats sur les plans de l'efficacité, du rendement, de la proportion des assurés et de l'égalité entre hommes et femmes.

Il est temps de tempérer de prudence et de réalisme

ce qui a été souvent un débat hautement idéologique. Les expériences les plus intéressantes tentées pour assurer la sécurité des personnes âgées ont mêlé de manière originale les régimes publics et privés.

### **MOBILISATION DES RESSOURCES**

#### **À LA BASE**

Obligés de payer des sommes considérables pour rembourser la dette et confrontés à la diminution progressive de l'aide au développement et de leurs recettes fiscales, les gouvernements doivent s'employer tout spécialement à utiliser leurs rares ressources de manière efficace. A ce sujet, la communauté internationale du développement a vivement recommandé des mesures telles que la décentralisation, le ciblage et l'introduction de services payants dans l'éducation fondamentale et la santé. Ce ne sont pas des panacées mais elles sont utiles dans certains cas. Dans d'autres, elles tendent à faire supporter la charge du développement social par les couches moins favorisées, à décharger les plus riches pour faire payer les plus pauvres.

Le microcrédit est devenu l'une des formes d'aide les plus populaires au niveau local. Ces prêts modestes remédient aux problèmes immédiats mais ne suffisent généralement pas à arracher leurs bénéficiaires à la pauvreté. Ce sont les salaires rapatriés par les travailleurs migrants de l'étranger qui contribuent le plus, et de loin, à améliorer le niveau de vie des groupes économiquement faibles des pays en développement. Selon les estimations, le volume mondial des salaires rapatriés serait passé de 2 à environ 70 milliards de dollars entre 1970 et 1995. Un réseau plus dense de services financiers au niveau local permettrait de faire un meilleur usage de ces ressources.

### **Fragiles démocraties**

Comme l'ont affirmé les participants au Sommet social, le développement social suppose de vigoureuses institutions démocratiques. Et de fait, la grande majorité des pays sont maintenant des démocraties, du moins dans les formes, les plus récentes d'entre elles bénéficiant d'un solide appui des



Nations Unies. Mais la mise en place de toutes les institutions nécessaires à l'approfondissement de la démocratie est un processus long et difficile. Un certain nombre de pays commencent seulement à s'engager sur cette voie ou semblent s'être vite arrêtés en route.

Des transitions incomplètes produisent des démocraties qui n'ont rien de libéral et qui manquent d'institutions démocratiques aussi essentielles qu'une justice indépendante et une presse libre. Or, dans ces démocraties incomplètes continuent d'opérer des groupes puissants, habitués à agir hors des règles démocratiques. Ainsi en Amérique latine, des gouvernements encore incapables d'achever la transition vers la démocratie continuent de protéger d'anciens dirigeants militaires. En Afrique, on laisse des despotes se maintenir au pouvoir. Et dans nombre de pays d'Europe de l'Est et d'Asie centrale, de vieux chefs de partis gouvernent derrière la façade des élections. Ces pays ont aussi souvent de faibles administrations, composées de fonctionnaires mal payés et mal formés, qui sont vulnérables à la corruption.

Même pour des pays qui ont beaucoup progressé dans la construction de la démocratie, il y a des risques qu'il importe de reconnaître comme tels. Le premier d'entre eux est le désenchantement des électeurs, lorsque le gouvernement qu'ils ont élu a de la peine à assurer la stabilité et le développement économique. Le peuple préfère parfois l'autorité à l'incertitude. Ainsi, des démocraties très peu performantes risquent toujours de se durcir en autocraties.



## IDENTITÉ ETHNIQUE ET DÉMOCRATISATION

Les démocraties sont aussi vulnérables aux forces centrifuges, celles du conflit ethnique et, de fait, certains gouvernements sont tentés par un régime autoritaire dans lequel ils voient un moyen de maintenir la cohésion d'États pluriethniques. La diversité ethnique n'est pas un problème en soi. Les problèmes surgissent dès lors qu'il y a politisation de l'identité ethnique: on peut alors s'en servir pour provoquer un comportement insulaire, xénophobe et destructeur. Les guerres civiles des années 90 n'ont peut-être pas été des conflits ethniques à l'origine mais, une fois déclarées, l'identité ethnique est passée au premier plan.

Il est bien des moyens de concilier les intérêts des groupes ethniques en fonction des besoins des différents systèmes politiques et sociétés. Les structures fédérales, par exemple, peuvent laisser un énorme pouvoir aux assemblées des provinces ou des États. Les gouvernements peuvent aussi choisir des systèmes électoraux qui encouragent les partis à s'adresser aux électeurs sans distinction d'ethnie. Ou accepter que les citoyens votent selon leur appartenance ethnique et mettre au point un système qui oblige les partis recrutant leurs adhérents parmi une ethnie donnée à partager le pouvoir.

Les réformes devraient avoir pour but d'atténuer la polarisation et de favoriser la modération. Elles devraient aussi renforcer les institutions construites sur des bases non ethniques, telles que les syndicats, les associations professionnelles et d'autres organisations de citoyens. Les gouvernements doivent essayer d'éviter de durcir des clivages ethniques existants et laisser aux citoyens la latitude de changer d'affiliation ou d'exprimer de multiples appartenances.

## LA MONTÉE DE LA TECHNOCRATIE

Enfin, les démocraties contemporaines, récentes ou anciennes, sont de plus en plus vulnérables à la prise du pouvoir par les technocrates. A l'heure où la mondialisation et la libéralisation financière soumettent les économies nationales au diktat des marchés financiers internationaux, le pouvoir échappe

de plus en plus aux représentants élus pour se concentrer entre les mains de hauts fonctionnaires dont l'action ne relève plus du contrôle démocratique. Les gouvernements, soucieux de garder leur crédibilité, essaient d'élever les décisions macro-économiques au-dessus des querelles de la vie politique quotidienne et de les placer dans la sphère plus ésotérique de ministres des finances hautement qualifiés et des banques centrales, afin d'avoir des chances d'inspirer confiance aux investisseurs internationaux.

Dans leur prise de décision, les technocrates ont aussi été stimulés par l'influence grandissante des principes du "management", selon lesquels les gouvernements sont censés fonctionner plus comme des entreprises. Ce mode de pensée a surtout marqué les pays de l'OCDE mais les pays en développement n'y ont pas totalement échappé.

Les citoyens ne s'inquiéteront sans doute pas d'un gouvernement technocrate qui leur apporte la stabilité et le développement économiques. Mais des responsables politiques coupés du peuple peuvent s'aliéner les citoyens, ce qui peut empêcher tout progrès et aboutir à un affaiblissement des institutions démocratiques. Il faut donc veiller à ce que l'institution parlementaire contrôle mieux les grandes décisions de politique économique.

La démocratie n'est pas un état statique. Elle est en constante évolution. La participation, le dialogue et le compromis sont les meilleurs moyens de jouir durablement du soutien populaire. Sans eux, les démocraties risquent d'évoluer dans des directions imprévisibles et inquiétantes.

### Une nouvelle mission pour le secteur public

Entre 1945 et 1980, le secteur public a connu une expansion sans précédent. La grande majorité des citoyens voulaient que leur gouvernement joue un rôle central dans le développement national. Pendant les décennies 80 et 90, toutefois, certains Etats se sont désagrégés et beaucoup ont été touchés par les réformes libérales.

Les réformes les plus profondes et les plus ambitieuses ont été celles qui visent à la stabilité budgétaire et se concentrent en particulier sur la réduction des

dépenses publiques. Il est révélateur que, dans les démocraties industrielles avancées, les Etats n'aient pas réussi à réduire de beaucoup leurs dépenses. Ils se sont heurtés à une résistance farouche des citoyens qui défendaient les services sociaux en place et les droits acquis.



Les pays en développement, où l'opposition citoyenne était moins bien organisée, ont comprimé beaucoup plus fortement leurs dépenses. La pression des institutions financières internationales a renforcé leur détermination. En fait, les réformes budgétaires ont été pendant 20 ans la première condition imposée lors de l'octroi de prêts au titre de l'ajustement structurel.

Les dépenses publiques, qui représentaient 26 pour cent du PIB en Afrique subsaharienne en 1990, sont tombées à 22 pour cent en 1997. Dans le même temps, cette proportion passait de 45 à 47 pour cent dans les pays de l'OCDE. La privatisation d'entreprises publiques a été une autre stratégie employée pour réduire les déficits budgétaires. Entre 1990 et 1996, les pays en développement et pays en transition ont privatisé des entreprises publiques d'une valeur de 155 milliards de dollars. Les gouvernements d'Amérique latine étaient en tête du mouvement, avec plus de la moitié de ces ventes.

Encouragés par la Banque mondiale et le FMI, des gouvernements ont aussi cherché à améliorer l'efficacité du secteur public. Ils ont été guidés dans ces efforts par les théories de la nouvelle gestion publique, qui appliquent aux processus politiques et bureaucratiques les principes de l'économie. Cela revient en général à diviser les activités en éléments plus faciles à gérer, à créer de nouvelles agences et des quasi-marchés dans l'administration et à confier à des sous-traitants la fourniture de certains services.

De tels systèmes ne peuvent fonctionner qu'avec un dispositif de contrôle efficace, fondé sur une solide budgétisation et des flux réguliers d'informations exactes. Or, ce sont des domaines dans lesquels les gouvernements de nombre de pays en développement sont souvent déficients. Les nouveaux systèmes de "management" mis en place ne sont alors guère mieux qu'une enveloppe vide.

Une réforme efficace du secteur public passe par un corps compétent de fonctionnaires bien formés et bien payés. Mais les fonctionnaires ont vu leurs salaires réels chuter dans la majorité des pays en développement et l'enseignement supérieur est souvent en crise dans les pays pauvres. Les bâtiments universitaires tombent en ruine, le matériel est inexistant et les professeurs partent rejoindre le secteur privé ou s'expatrier à l'étranger. C'est en partie le résultat d'un compromis forcé entre l'amélioration de l'éducation fondamentale et le soutien à l'enseignement secondaire et universitaire.

Les réformes du secteur public devraient être fermement ancrées dans ce que les citoyens estiment être la mission de l'Etat. En dernière analyse, ces missions ne sont pas de l'ordre de la gestion mais du social. Les peuples veulent des sociétés plus prospères, plus équitables et harmonieuses. Des objectifs de gestion ambitieux peuvent s'inscrire dans cette finalité mais n'y tiendront jamais plus qu'une petite place. En fait, en voulant trop réformer en fonction des lois du marché sans construire un consensus politique plus large en faveur du changement, on risque de perpétuer l'incidence des Etats en faillite et des guerres civiles, comme le marasme économique.

## **Les entreprises appelées à rendre des comptes**

Dans le passé, les sociétés transnationales (STN) étaient rarement invitées à avoir une politique sociale explicite. Mais c'est en train de changer. Elles se trouvent mêlées aujourd'hui à de nombreux problèmes de société extrêmement délicats, depuis le réchauffement de la planète jusqu'au travail des enfants en passant par les aliments génétiquement modifiés.

Il y a bien des raisons à cela. L'une est l'échelle même des activités de ces sociétés: quelque 60.000 d'entre elles représentent maintenant un tiers des exportations mondiales. Elles sont donc beaucoup mieux connues du public. Mais elles sont aussi surveillées de beaucoup plus près par les organisations non gouvernementales, en particulier celles qui se préoccupent de l'environnement et des droits de l'homme.

En réaction, les STN ont conçu une série d'initiatives volontaires — codes de conduite, certificats attestant le respect de règles d'ordre écologique et social, systèmes de contrôle, conformité à diverses normes internationales, pour n'en citer que quelques-unes. Elles se sont mises également à travailler en association avec ceux et celles qui les critiquaient, ainsi qu'avec des institutions des Nations Unies.

Elles le font peut-être parce qu'elles croient en avoir le devoir. Mais il est plus probable que ce soit une stratégie destinée à soigner leur réputation, soit pour marquer des points sur la concurrence en donnant l'image de sociétés plus propres et plus vertes que les autres, soit pour éviter une publicité négative et les risques de boycott de la part de consommateurs. Rares seront les consommateurs qui se dérangeront pour acheter des produits fabriqués dans le respect des règles éthiques mais beaucoup éviteront les sociétés accusées de détruire l'environnement ou de faire travailler des enfants.

Nombreuses sont les sociétés qui maîtrisent parfaitement le discours de la responsabilité sociale mais peu ont entrepris une action globale. Seule une faible proportion a introduit des codes de conduite. Ceux-ci ont tendance à avoir une portée très réduite

et, souvent, leur respect ne fait pas l'objet d'une vérification indépendante. Les prétentions les plus exagérées émanent des sociétés qui affirment contribuer au développement durable, ce qui d'ordinaire signifie simplement qu'elles font quelques efforts pour se montrer éco-performantes.

Les sociétés veulent éviter les réglementations "dures" et préfèrent les approches "douces" qui passent par les initiatives spontanées et les partenariats. Abandonnées à elles-mêmes, les STN risquent de s'acquitter de leurs responsabilités de manière minimaliste et fragmentaire. En dernière analyse, la plupart d'entre elles répondront uniquement à une réglementation plus sévère et à une surveillance étroite d'ONG, de syndicats et d'organisations de consommateurs.

### Sociétés civiles

Le Sommet social, comme beaucoup d'autres conférences internationales qui l'ont précédé et suivi, a témoigné d'une grande confiance dans la société civile, cette myriade de groupes qui ne font partie ni du gouvernement ni du secteur privé à but lucratif. Il est certain que les organisations de la société civile (OSC) ont proliféré ces dernières années, et que cette prolifération résulte en partie de la démocratisation grandissante mais aussi de l'existence de donateurs disposant de fonds et désireux de trouver des partenaires dans la société civile.

### OSC ET PRESTATION DE SERVICES

Les organisations non gouvernementales de développement (ONGD) constituent un sous-ensemble important de la société civile. Depuis des décennies, elles apportent beaucoup sur des questions clés de la politique de développement. Ce qui est différent aujourd'hui, en particulier dans les pays en développement, c'est l'ampleur des services sociaux que les gouvernements et les institutions d'aide attendent qu'elles fournissent en qualité de prestataires indépendants ou en collaboration avec l'État. Cette évolution s'inscrit dans la tendance générale qui pousse les gouvernements à se décharger de certaines de leurs obligations et à confier la responsabilité des

services sociaux au secteur privé à but lucratif et à des organisations sans but lucratif. Vers 1995, environ 15 pour cent du total de l'aide publique au développement provenaient des caisses des ONGD.

Les donateurs voient en elles des prestataires de services plus efficaces que les gouvernements mais peu d'éléments accréditent cette thèse. En fait, les ONGD ont tendance à avoir une pénétration inégale, à offrir des services dont la qualité n'est pas uniforme et dont l'accès est souvent sporadique. L'avantage qu'elles présentent est de savoir essayer de nouvelles approches et adapter leurs projets aux conditions locales.



Les donateurs aimeraient que les programmes d'aide publique portent la marque de l'indépendance et de la créativité des ONGD. Malheureusement, il semble que ce soit plutôt l'inverse: les ONGD deviennent dépendantes des donateurs étrangers et ont tendance à ne pas remettre en question les politiques et procédures des donateurs. Aujourd'hui, beaucoup moins d'ONGD que par le passé se considéreraient comme militantes et défenseurs des pauvres. Engagées par contrat pour fournir des services, beaucoup font ce qu'on leur dit de faire.

Le risque le plus grave que l'on court lorsqu'on confie à des ONGD la prestation de services serait de se tromper dans l'attribution des responsabilités. Même lorsque l'État passe par un sous-traitant pour fournir des services, c'est lui qui doit être en dernier ressort responsable de leur qualité. Pourtant, au moment où les gouvernements se retirent de certains domaines, leur capacité de formuler des stratégies efficaces, de surveiller les sous-traitants ou de juger de la qualité de leur travail peut, elle aussi, être réduite.



## MOBILISATION SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

Il est un autre domaine dans lequel les OSC ont marqué ces dernières années une avancée certaine : celui de la mobilisation sur la scène internationale. Leur présence est particulièrement visible aux Nations Unies. Les OSC ne participent pas officiellement à la prise des décisions au sein de l'ONU mais elles modifient les termes du débat, en particulier dans des domaines tels que les droits de l'homme qui font l'objet de controverses politiques.

Les OSC ont joué un rôle de premier plan dans toutes les grandes conférences organisées par les Nations Unies dans les années 90. Lorsque le Sommet social s'est tenu, elles avaient débattu de chacune des phrases clés des projets de document et proposé des solutions de rechange pour chacune d'elles. De plus, elles sont maintenant 1500 à être officiellement accréditées auprès du Conseil économique et social des Nations Unies — l'ECOSOC — et il a été question de leur donner un statut officiel à l'Assemblée générale aussi.



L'institution internationale qui a la plus été soumise à la critique des OSC est la Banque mondiale. Leur opposition aux programmes de la Banque mondiale s'est intensifiée dans les années 90, elles ont

dénoncé en bloc sa politique de développement (au travers de la campagne "Cinquante ans, ça suffit") et se sont mobilisées contre des programmes vedettes de barrage et de réinstallation des populations. Cela a finalement obligé la Banque à abandonner certains projets et à améliorer ses mécanismes d'examen internes.

Le mouvement féminin a lui aussi critiqué les programmes de la Banque. Ces critiques ont porté puisqu'elles l'ont incitée à créer un groupe chargé d'analyser les questions d'équité entre hommes et femmes et d'établir une politique en la matière. Mais bien que l'influence des OSC se soit fait sentir dans certains domaines d'activité de la Banque, il reste à voir si ces changements touchent au cœur même de son action. Ils n'ont pas encore supplanté les arguments économiques sur lesquels reposent les décisions relatives aux projets et ils ne semblent pas avoir été intégrés au travail quotidien de l'institution.

Mais, au moins, la Banque mondiale est plus disposée à coopérer avec les OSC. C'est un progrès, bien que l'influence des représentants des OSC risque d'être plus feinte que réelle. Associés aux activités de la Banque, certains pourront défendre des réformes progressives. Mais il est probable que seule une critique extérieure objective et tenace puisse déboucher sur des changements plus profonds.

A propos des changements de politique obtenus, l'une des grandes réussites de la société civile internationale dans les années 90 a été de faire capoter en 1998 l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI), ou du moins de l'avoir provisoirement balayé. La campagne anti-AMI a sans doute été le signal de l'arrivée de l'ère de l'Internet pour des centaines de groupes de pression qui utilisaient les courriers électroniques et les sites Web pour coordonner leurs stratégies. Cette expérience a été mise à profit avec succès dans d'autres campagnes internationales, comme la coalition Jubilé 2000 contre la dette, la mobilisation contre les mines antipersonnelles et les manifestations contre les aliments génétiquement modifiés. Elle a également servi de toile de fond aux manifestations de masse qui ont entouré la conférence de l'Organisation mondiale du com-

merce à Seattle en novembre 1999 et elle a ainsi mis en évidence le malaise croissant suscité dans le public par la nature des négociations sur la liberté de commerce.

L'intensification du militantisme international est parfois invoqué comme preuve qu'une nouvelle société civile mondiale est née. C'est sans doute aller un peu trop loin. Recherches, idéalisme et techniques bon marché ont convergé en une alliance intelligente et tapageuse qui a maintenant pour arme les instruments légaux relatifs aux droits de l'homme. Si les gouvernements, les grandes entreprises et les institutions internationales choisissent d'ignorer ces voix, c'est à leurs risques et périls.

### **Le droit au développement pour les femmes**

Les organisations et coalitions féminines ont joué un rôle de premier plan dans les conférences internationales des années 1990. Mais malgré cette visibilité, de nombreux obstacles politiques et culturels à l'équité entre hommes et femmes sont restés obstinément en place. La libéralisation économique s'accompagne depuis 20 ans d'une désagrégation du tissu social dont les femmes supportent en grande partie les conséquences.

### **DÉMOCRATIE ET ÉQUITÉ ENTRE HOMMES ET FEMMES**

Les récentes transitions vers la démocratie doivent beaucoup aux pressions exercées par les mouvements féminins lorsque féministes et groupes féminins populaires travaillaient ensemble pour que le gouvernement change. Mais ces groupes, assez hétérogènes, ont souvent de la peine à s'allier, une fois la démocratie instaurée, et donc à améliorer les conditions institutionnelles de l'équité entre hommes et femmes.

Les institutions démocratiques ne sont pas automatiquement équitables envers les femmes. En fait, la faible participation des femmes à la vie politique officielle en démocratie reste un problème dans la grande majorité des pays du monde. En moyenne, 13 pour cent seulement des parlementaires du monde sont des femmes. Ce déséquilibre tient essentiellement

à ce que la fonction politique est culturellement associée à la masculinité. Pour le corriger, certains gouvernements et partis politiques fixent des règles électorales précises, en exigeant qu'un pourcentage donné de candidats soient des femmes ou en leur réservant un certain nombre de sièges au parlement.

Malheureusement, rien ne garantit que les femmes élues à des fonctions politiques défendront les intérêts des femmes. Nombreuses sont celles qui ont réussi en politique sans être féministes. De même, celles qui ont été élues grâce aux systèmes des quotas ou des sièges réservés peuvent hésiter à exprimer leur désaccord. Toutefois, les femmes parlementaires de nombreux pays ont su s'allier pour faire adopter des lois progressistes sur des questions telles que le divorce, les violences au foyer et les droits en matière de reproduction.

### **LES FEMMES ET LA POLITIQUE SOCIALE**

Les femmes parlementaires ont été moins efficaces lorsqu'il s'est agi d'influencer les décisions relatives à la politique sociale et aux dépenses publiques, pourtant cruciales pour les femmes. Les réformes du secteur de la santé, par exemple, engagées dans de nombreux pays en développement dans les années 90, ont souvent été désastreuses pour les femmes des milieux pauvres. Destinées à améliorer le rapport coût-efficacité, ces réformes ont introduit le service payant et ont fortement restreint l'éventail des services offerts dans les dispensaires publics. Elles ont aussi posé de graves problèmes aux ONG féminines, amenées à dispenser des services et à exercer une fonction de contrôle.

A l'évidence, les crises économiques et les programmes d'ajustement structurel ont aussi réduit les chances en matière d'éducation. De plus en plus depuis quelques années, l'accent est mis à nouveau sur l'augmentation du nombre des inscriptions dans les écoles primaires. Mais les taux d'abandon scolaire restent élevés et de nombreuses familles pauvres doivent choisir parmi leurs enfants lesquels elles peuvent se permettre de scolariser. Pour des raisons économiques ou culturelles, elles choisissent fréquemment de garder les filles à la maison.

De plus, la diminution des places disponibles dans les établissements d'enseignement secondaire et la baisse de qualité de cet enseignement ne laissent pas d'inquiéter. Les obstacles culturels à l'éducation des filles se font particulièrement sentir au niveau secondaire. Ce sont elles qui risquent de pâtir surtout de la baisse de qualité de l'enseignement secondaire et de la diminution du nombre des places disponibles. Pourtant, ironiquement, de nombreuses études ont montré que les avantages tant vantés de l'éducation féminine n'apparaissent pleinement que lorsque les femmes atteignent des niveaux supérieurs d'instruction.



L'éducation devrait aussi permettre une meilleure réalisation des droits économiques des femmes. Elles sont certainement plus nombreuses que jamais à travailler hors du foyer, et ce pour diverses raisons. Premièrement, plus de femmes ont aujourd'hui besoin de travailler pour faire vivre leur famille.

Deuxièmement, plus de ménages sont aujourd'hui entretenus financièrement par une femme. Troisièmement, les industries qui emploient une forte proportion de femmes ont connu une croissance rapide.

Cela ouvre aux femmes de nouveaux débouchés mais les expose aussi à des risques nouveaux. De nombreuses industries employant des femmes offrent de maigres salaires et de piètres conditions de travail. Si certains indices montrent que les salaires des hommes et des femmes se rejoignent, il semble que ce soit souvent parce que les salaires des hommes baissent et non parce que ceux des femmes ont été nécessairement relevés.

## LA RÉALISATION DES DROITS

### DE LA FEMME

Améliorer la condition de la femme, c'est non seulement répondre à ses besoins mais aussi réaliser ses droits. Certains d'entre eux, comme le droit de ne pas être soumise à des codes de comportement traditionnels répressifs, le droit de ne pas subir des violences au foyer et de ne pas se voir imposer une grossesse sont des droits civils et politiques fondamentaux. D'autres sont des droits sociaux et économiques, comme l'accès à des services publics de qualité dans le domaine des soins familiaux. Dans un monde où la responsabilité des services sociaux retombe pour une large part sur les collectivités et les familles, il faut reconnaître la valeur sociale du travail qu'accomplissent les femmes en qualité de dispensatrices de soins. Les citoyens ont droit à des "conditions de soins" décentes, au moins autant qu'à des conditions de travail décentes.

### Pour un développement durable

Les organismes de développement affirment aujourd'hui avoir pour objectif un développement durable centré sur la personne humaine. Cela devrait vouloir dire qu'elles travaillent de façon moins compartimentée, en examinant de plus près le caractère viable ou non des modes de production et de consommation et en établissant leurs priorités d'action en étroite coopération avec les collectivités locales.

### **DES VILLES VIABLES**

Des principes qui résistent au temps doivent pouvoir faire leurs preuves dans les villes, où vit maintenant près de la moitié de la population mondiale. Le Sommet de la Terre a réfléchi aux moyens de parvenir à un développement durable dans les villes et a établi des priorités dans le programme Action locale 21.

Un certain nombre de campagnes sont en cours mais leur impact a été restreint. L'initiative du changement est souvent venue de la classe moyenne qui préfère s'attaquer à des problèmes spécifiques d'environnement plutôt que de changer des modes de consommation qui ne sont pas viables ou de corriger l'inégalité. De leur côté, de nombreuses communautés pauvres s'engagent dans des actions de solidarité mais prennent rarement part à la politique ou à l'aménagement urbain en général.

Des villes viables passent par de fortes cultures citoyennes et une politique nouvelle de cohésion et de collaboration. Il faut du temps pour les construire, certainement plus que la plupart des institutions de développement ne le pensent d'ordinaire.

### **UNE AGRICULTURE DURABLE**

Si la production alimentaire mondiale est une remarquable réussite, les vivres sont loin d'être distribués de manière à ce que chacun mange à sa faim. Beaucoup prétendent que les nouvelles technologies permettront à la production de croître au rythme de la population. Mais, à bien des égards, l'agriculture moderne n'est pas viable car elle consomme toujours plus d'énergie et dégrade l'environnement.

Certains gouvernements et institutions internationales s'intéressent davantage aujourd'hui aux formes d'agriculture qui, au lieu d'épuiser ou de dégrader les ressources naturelles, humaines et sociales, les reconstituent. Cela implique un meilleur usage de processus naturels tels que le cycle des nutriments, la fixation de l'azote, la régénération des sols ou la lutte contre les parasites par des moyens naturels et une meilleure exploitation du savoir et des compétences des agriculteurs.

Mais cette expérience risque de rester localisée si certains obstacles de taille ne sont pas levés.

La plupart de ceux qui ont tenté de défendre une agriculture durable ont dû se battre contre les politiques appliquées par leurs gouvernements qui subventionnent largement une agriculture à forte intensité d'énergie et encouragent des modes d'ajustement structurel qui affaiblissent les milieux agricoles. Par ailleurs, on a, jusqu'à présent, trop peu coopéré avec les agriculteurs pour découvrir quelles étaient les solutions les plus appropriées en fonction des conditions locales. Une agriculture durable n'est pas un ensemble de techniques définies en termes concrets; c'est un apprentissage social.

### **DES RÉSERVES D'EAU DURABLES**

Les réserves d'eau dans le monde sont de plus en plus sollicitées. Par le passé, on parlait de l'idée que l'Etat devait assurer le ravitaillement en eau à grande échelle. Maintenant, de nombreux gouvernements sont d'avis que le secteur privé et les collectivités devraient assumer davantage de responsabilités et que les activités devraient être à plus petite échelle. Ce changement est dû en partie à l'opposition des populations à la construction d'énormes barrages qui ont causé de sérieuses atteintes à l'environnement et provoqué une désorganisation sociale. Il est évident aussi que bon nombre de systèmes d'irrigation à grande échelle se sont révélés coûteux et peu utiles.

L'une des solutions les plus courantes aux problèmes du ravitaillement en eau consiste à confier à des associations d'agriculteurs la responsabilité de gérer de petits programmes d'irrigation. Ce n'est pas une option facile. Elle suppose que le système d'irrigation fonctionne vraiment et que les agriculteurs voient un avantage économique à prendre un tel engagement. En pratique, il peut se révéler très difficile de concilier rentabilité, viabilité et équité. Mais, du moins, cette solution montre clairement que la planification des ressources en eau doit se faire non pas dans des bureaux, mais dans les villages et sur les places des petites villes. C'est là seulement que l'on peut cerner les vrais problèmes et proposer des solutions pratiques.



### CONSERVATION DES FORÊTS

Le développement mondial s'est souvent fait aux dépens des forêts. Celles-ci semblent reculer de jour en jour. Les collectivités pauvres se sont toujours battues pour protéger leur environnement mais des pressions économiques ou climatiques ou des forces extérieures ont souvent eu raison de leurs efforts. Pour que cette dégradation cesse, il faudra s'acheminer vers une protection plus participative des forêts, qui prenne en compte les droits et les besoins des communautés locales, et encourager tout particulièrement une diversification dans l'obtention de revenus afin que les individus puissent gagner leur vie tout en préservant leur environnement.



### CONTINUITÉ OU CHANGEMENT ?

L'expression de développement durable centré sur la personne humaine rappelle à la communauté internationale que le développement n'est pas la seule croissance économique, que certains aspects de la modernisation ont des coûts sociaux et environnementaux inacceptables et que, face à ce problème, il faut concevoir des politiques économiques différentes et aborder l'exécution des projets sous d'autres angles. Mais peu de gouvernements et d'institutions internationales ont radicalement changé leurs façons

d'agir. La plupart ont simplement utilisé des termes nouveaux pour désigner ce qu'ils faisaient déjà, en y ajoutant peut-être quelques éléments de plus.

Les gouvernements et les institutions internationales des finances et du commerce doivent être beaucoup plus attentifs au coût social et environnemental de leurs politiques et démocratiser leur prise de décision. Les mouvements populaires qui, grâce à leur mobilisation, ont obtenu que le développement durable soit inscrit à l'ordre du jour ont encore beaucoup à faire pour que les idées nouvelles se concrétisent.

En dernière analyse, l'action dépend de ce qui, dans les esprits, est possible et juste. Ainsi, la nature de la mobilisation en faveur du développement durable dépend à terme non seulement du militantisme mais de l'opinion dominante sur la direction que le monde pourrait et devrait prendre. Si cette opinion est favorable à des modes de vie à forte consommation, beaucoup de questions épineuses sur la viabilité écologique échapperont à toute réflexion sérieuse. Et si elle approuve le gain individuel illimité, il est évident que les institutions conçues pour défendre le bien commun souffriront.

Cinq ans après Copenhague, les valeurs et les objectifs fondamentaux qui guident le développement mondial ne semblent guère évoluer dans le sens d'une plus grande responsabilité sociale. Dans tous les domaines, de l'éducation aux décisions de placement, les structures d'incitation ont été réaménagées pour améliorer les possibilités de maximisation des gains individuels. L'investisseur est devenu bien plus important que le travailleur. Et le consommateur est mieux considéré que le citoyen.

Remettre en question l'individualisme poussé à l'extrême et le pouvoir absolu de l'argent, réaffirmer la valeur de l'équité et de la solidarité sociale et replacer le/la citoyen(ne) au cœur de la vie publique, tel est le grand défi de notre temps. La "main invisible" du marché est incapable d'imaginer une société qui convienne à tous ou de travailler de manière cohérente à la bâtir. Cette capacité n'est donnée qu'à des hommes et des femmes animés par un vif souci du bien public.

Une confiance excessive dans la “main invisible” de marchés déréglementés s’est conjuguée à une grande méconnaissance de la relation nécessaire entre politique publique et développement. Pour être performants, les marchés ont besoin de l’apport d’un secteur public bien géré. Ils ont besoin d’une population saine, instruite et bien informée et de cette stabilité sociale qui vient du contrôle démocratique et d’un système public de sécurité sociale acceptable.

*Mains visibles: Assumer la responsabilité du développement social*, un rapport de l’UNRISD pour Geneva 2000, analyse les efforts faits récemment pour revaloriser l’équité et la cohésion sociale dans un monde de plus en plus individualiste. Les marchés sont incapables d’imaginer ou de construire une société par eux-mêmes où tous puissent vivre décemment. Seules les “mains visibles” des gouvernements et des personnes soucieuses du bien public en sont capables.

L’Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) est une institution autonome qui entreprend des recherches multidisciplinaires sur les dimensions sociales de problèmes contemporains du développement. L’Institut est guidé, dans son travail, par la conviction qu’il est indispensable, pour définir des politiques efficaces de développement, de bien comprendre le contexte social et politique. L’Institut tente donc de donner aux gouvernements, aux organismes de développement, aux organisations de base et aux universitaires, les moyens de mieux comprendre comment les processus et les politiques de développement, que modifient la situation économique et sociale et l’environnement, affectent divers groupes sociaux. Travaillant par l’intermédiaire d’un vaste réseau de centres nationaux de recherche, l’UNRISD vise à encourager une recherche originale et à renforcer la capacité de recherche des pays en développement. Le programme de recherche de l’UNRISD s’organise autour de cinq domaines: Société civile et mouvements sociaux; Démocratie, gouvernance et droits de l’homme; Identités, conflit et cohésion; Politique sociale et développement; et Technologie et société.



---

Palais des Nations - 1211 Genève 10 - Suisse  
Téléphone: (41 22) 9173020 - Fax: (41 22) 9170650 - E-mail: [info@unrisd.org](mailto:info@unrisd.org)  
Internet: <http://www.unrisd.org>